

- L'arrêté du Gouvernement flamand du 10 juillet 2020 octroyant une aide aux résidences pour jeunes afin de limiter l'impact économique négatif résultant des mesures d'urgence prises par le Conseil national de Sécurité en vue de contenir la propagation du coronavirus.

**Initiateur**

Le présent arrêté est proposé par la Ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'Arrêté du Gouvernement flamand du 10 juillet 2020, le point 1° est remplacé par ce qui suit :

1° Mesures de lutte contre le coronavirus : les mesures prises par le Conseil national de Sécurité ou par le Comité de concertation à partir du 12 mars 2020 concernant le coronavirus et les mesures en découlant prises par les autorités compétentes en matière de sécurité civile ;

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, au point 2°, la date « 15 mars 2020 » est modifiée en « 1<sup>er</sup> septembre 2020 ».

**Art. 3.** Dans le même arrêté, il est ajouté un article *3bis* pour une troisième période, à prendre selon les mêmes modalités que la 2<sup>ème</sup> période.

« Art. *3bis*. Les résidences pour jeunes reçoivent une aide financière pour les séquelles des restrictions d'exploitation consécutives aux mesures de lutte contre le coronavirus au cours de la période du 1<sup>er</sup> septembre au 30 novembre 2020, le montant de subvention par résidence pour jeunes étant fixé sur la base des critères prévus à l'article 2 du présent arrêté, étant entendu qu'à l'article 2, 1° :

1° la période pour le calcul de la moyenne est modifiée en la période du 1<sup>er</sup> septembre au 30 novembre des années 2017 à 2019 ; et

2° le nombre de nuitées par résidence pour jeunes au cours de la période du 1<sup>er</sup> septembre au 30 novembre 2020 est déduit de la moyenne du nombre de nuitées par résidence pour jeunes. »

**Art. 4.** Dans le même arrêté, l'article 4 est modifié comme suit :

...

« Pour les résidences pour jeunes qui ne peuvent pas déterminer la moyenne du nombre de nuitées par résidence pour jeunes selon l'article 2, 1°, ou pour lesquelles les périodes respectives du 14 mars au 7 juin et du 8 juin au 31 août et du 1<sup>er</sup> septembre au 30 novembre d'une ou plusieurs des années 2017 à 2019 ne sont pas représentatives en raison de circonstances définies transmettent, lors de leur demande d'aide financière conformément à l'article 6 du présent arrêté, une motivation en ce sens accompagnée d'une proposition de moyenne propre en y joignant les justificatifs adéquats. »

**Art. 5.** Dans le même arrêté, l'article 6 est modifié comme suit :

VISITFLANDERS annonce l'appel à la possibilité d'introduction de demandes sur son site web. L'aide financière pour la période du 14 mars au 7 juin 2020 inclus d'une part et la période du 8 juin au 31 août 2020 inclus et la période du 1<sup>er</sup> septembre au 30 novembre inclus d'autre part, fait l'objet d'un appel et d'une possibilité d'introduction de demandes séparés.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 11 décembre 2020.

**Art. 7.** Le ministre flamand compétent pour le tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 décembre 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La ministre flamande de la Justice et du Maintien,  
de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2021/20134]

18 DECEMBER 2020. — Besluit van de Vlaamse Regering houdende diverse dringende maatregelen ingevolge COVID-19 voor wat betreft het secundair onderwijs

**Rechtsgrond(en)**

Dit besluit is gebaseerd op:

- het decreet van 18 januari 2002 betreffende de eindtermen, de ontwikkelingsdoelen en de specifieke eindtermen in het voltijds gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, artikel 8, § 4

- de Codex Secundair onderwijs van 17 december 2010, artikel 357/5, § 1, 1°

**Vormvereiste(n)**

De volgende vormvereisten zijn vervuld:

- de inspectie van Financiën heeft advies gegeven op 9 december 2020.

- omwille van de dringende noodzakelijkheid wordt dit ontwerp niet voorgelegd aan het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State (cfr. Art. 3, § 1 gecoördineerde wetten op de Raad van State). Het besluit wordt direct voorgelegd voor definitieve goedkeuring.

**Motivering**

Dit besluit is gebaseerd op de volgende motieven:

- ingevolge de moeilijke omstandigheden tijdens de COVID-19 pandemie wordt de termijn voor het indienen van leerplannen voor de tweede graad van het secundair onderwijs uitgesteld met 2 maanden.
- tijdens de COVID-19 vinden leerlingen in de opleiding kinderbegeleider duaal en in de opleiding zorgkundige duaal moeilijk twee werkplekken. Deze voorwaarde wordt daarom opgeheven evenals de opgelegde minimumtermijnen.

**Initiatiefnemer(s)**

Dit besluit wordt voorgesteld door de Vlaamse minister van Economie, Innovatie, Werk, Sociale economie en Landbouw en de Vlaamse minister van Onderwijs, Sport, Dierenwelzijn en Vlaamse Rand

Na beraadslaging,

## DE VLAAMSE REGERING BESLUIT:

**Artikel 1.** In afwijking van artikel 4, eerste lid, van het besluit van de Vlaamse Regering van 10 november 2006 tot vaststelling van de goedkeuringscriteria en indieningsmodaliteiten van de leerplannen, worden de leerplannen van de tweede graad die op 1 september 2021 van toepassing worden in het eerste leerjaar van die graad, ingediend bij de bevoegde inspecteur-generaal uiterlijk twee maanden na de goedkeuring van de eindtermen van die graad.

**Art. 2.** In afwijking van Bijlage 2 van het Besluit van de Vlaamse Regering van 12 oktober 2018 tot vastlegging van structuuronderdelen duaal en standaardtrajecten in het secundair onderwijs, geldt voor het schooljaar 2020-2021 dat leerlingen in de opleiding kinderbegeleider duaal en in de opleiding zorgkundige duaal geen twee werkplekken moeten hebben, en er niet voldaan moet worden aan de minimumtermijnen die in de respectievelijke standaardtrajecten worden opgelegd.

**Art. 3.** De Vlaamse minister, bevoegd voor het Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 december 2020.

De minister-president van de Vlaamse Regering,

J. JAMBON

De Vlaamse minister van Economie, Innovatie, Werk, Sociale economie en Landbouw

H. CREVITS

De Vlaamse minister van Onderwijs, Sport, Dierenwelzijn en Vlaamse Rand,

B. WEYTS

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

[C – 2021/20134]

**18 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement flamand portant diverses mesures urgentes à la suite de la pandémie du COVID-19 pour ce qui concerne l'enseignement secondaire**

**Fondements juridiques**

Le présent arrêté est fondé sur :

- le décret du 18 janvier 2020 relatif aux objectifs finaux, aux objectifs de développement et aux objectifs finaux spécifiques dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécial à temps plein, l'article 8, § 4
- le Code de l'Enseignement secondaire du 17 décembre 2010, l'article 357/5, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>.

**Formalité(s)**

Les formalités suivantes sont remplies :

- l'Inspection des Finances a donné son avis le 9 décembre 2020.
- en raison de l'urgence, le présent projet n'est pas soumis pour avis à la section de législation du Conseil d'État (cf. art. 3, § 1<sup>er</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'État). L'arrêté est directement soumis pour approbation définitive.

**Motivation**

Le présent arrêté est fondé sur les motifs suivants :

- en raison des circonstances difficiles de la pandémie du COVID-19, le délai d'introduction des programmes d'études pour le deuxième degré de l'enseignement secondaire est reporté de 2 mois.
- lors de la pandémie du COVID-19, les élèves trouvent difficilement deux lieux de travail dans la formation « kinderbegeleider duaal » et dans la formation « zorgkundige duaal ». Cette condition est dès lors levée ainsi que les délais minimaux imposés.

**Initiateur(s)**

Le présent arrêté est proposé par la ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture et par le ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand

Après délibération,

## LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>.** Par dérogation à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 10 novembre 2006 fixant les critères d'approbation et les modalités d'introduction des programmes d'études, les programmes d'études du deuxième degré qui sont d'application le 1<sup>er</sup> septembre 2021 dans la première année d'études de ce grade, sont introduits auprès de l'inspecteur général compétent au plus tard deux mois après l'approbation des objectifs finaux de ce grade.

**Art. 2.** Par dérogation à l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 octobre 2018 déterminant les subdivisions structurelles duales et les parcours standard dans l'enseignement secondaire, l'obligation d'avoir deux lieux de travail dans la formation de « kinderbegeleider duaal » et dans la formation de « zorgkundige duaal » échoit aux élèves de ces formations et les délais minimum imposés dans les parcours respectifs standard ne doivent pas être respectés pour l'année scolaire 2020-2021.

**Art. 3.** Le ministre flamand compétent pour l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 18 décembre 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture  
H. CREVITS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,  
B. WEYTS

## VLAAMSE OVERHEID

[C – 2021/20135]

**18 DECEMBER 2020. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van het Vlaams personeelsstatuut van 13 januari 2006, wat betreft de invoering van een tijdelijke maatregel in het kader van de bestrijding van het coronavirus**

### Rechtsgronden

Dit besluit is gebaseerd op:

- de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, en § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;
- het bijzonder decreet van 14 juli 1998 betreffende het gemeenschapsonderwijs, artikel 67, § 2;
- het Bestuursdecreet van 7 december 2018, artikel III.23.

### Vormvereisten

De volgende vormvereisten zijn vervuld:

- De Inspectie van Financiën heeft advies gegeven op 11 november 2020.
- Het Sectorcomité XVIII Vlaamse Gemeenschap - Vlaams Gewest heeft protocol nr. 394.1259 gesloten op 11 december 2020.
- De Raad van State heeft advies 68.352/3 gegeven op 15 december 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

### Initiatiefnemer

Dit besluit wordt voorgesteld door de Vlaamse minister van Binnenlands Bestuur, Bestuurszaken, Inburgering en Gelijke Kansen.

Na beraadslaging,

### DE VLAAMSE REGERING BESLUIT:

**Artikel 1.** In artikel X 9 van het Vlaams personeelsstatuut van 13 januari 2006, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 26 april 2019, wordt een paragraaf *1bis* ingevoegd, die luidt als volgt:

“§ *1bis*. Voor het kalenderjaar 2020 kan de lijnmanager bovenop de elf vakantiedagen, vermeld in paragraaf 1, vierde lid, een overdracht van maximaal vier dagen jaarlijkse vakantie toestaan aan de personeelsleden die aan al de volgende voorwaarden voldoen:

1° ze zijn tewerkgesteld bij:

- a) het Agentschap Zorg en Gezondheid;
- b) het Departement Welzijn, Volksgezondheid en Gezin;
- c) het Openbaar Psychiatrisch Zorgcentrum Geel;
- d) het Openbaar Psychiatrisch Zorgcentrum Rekem;
- e) het Agentschap Maritieme Dienstverlening en Kust;
- f) de Vlaamse Waterweg;
- g) het Agentschap voor Hoger Onderwijs, Volwassenonderwijs, Kwalificaties en Studietoelagen;

2° ze konden door de maatregelen die genomen zijn in het kader van de bestrijding van het COVID-19-virus hun vakantiedagen niet opnemen doordat ze op vraag van de lijnmanager de dienstverlening moesten waarborgen;

3° ze oefenden tijdens het kalenderjaar 2020 een functie uit of waren belast met een opdracht als vermeld in de lijst die is opgenomen in bijlage 21, die bij dit besluit is gevoegd.

De vakantiedagen die met toepassing van het eerste lid worden overdragen, tellen mee voor de berekening van het maximum van 150 werkdagen, vermeld in paragraaf 1, vierde lid.

Voor de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden, vermeld in het eerste lid, maar het maximum van 150 werkdagen al bereikt hebben, wordt het maximum gedurende de kalenderjaren 2021 en 2022 opgetrokken tot maximaal 154 werkdagen.

De overdrachtsmogelijkheid, vermeld in deze paragraaf, is niet van toepassing op de volgende personeelsleden:

- 1° personeelsleden die tijdens het kalenderjaar 2020 gebruikmaken van het onbetaald verlof, vermeld in artikel X 62, § 1, eerste lid, 1°, en artikel X *81bis*;
- 2° personeelsleden die vallen onder de overdrachtsmogelijkheid, vermeld in paragraaf 1, zesde lid;
- 3° personeelsleden die tijdens het kalenderjaar 2020 vrijgesteld zijn van arbeid als gevolg van maatregelen die zijn uitgevaardigd in het kader van de bestrijding van het COVID-19-virus.

Als het personeelslid door ziekte of arbeidsongeval de vakantiedagen, vermeld in deze paragraaf, niet vóór de pensionering kon opnemen, worden de bepalingen, vermeld in artikel VII 11, § 2, toegepast.”.